

Info-Türk
ITA

BÜLTEN BULLETIN

**INFO-TÜRK AJANSI
AGENCE INFO-TÜRK
INFO-TÜRK AGENCY**

EDITION ET DIFFUSION EN BELGIQUE: COODIFF
561, CHAUSSEE DE NINOVE - 1080 BRUXELLES
TELEPHONE: (32-2) 523 22 26 et 522 98 12

La reproduction de nos articles est autorisée avec la mention de la référence INFO-TÜRK ou ITA

PERIODIQUE MENSUEL:
Janvier 1977 - G.8-F.3.
Prix: 10 FB
Abonnement Annuel:
Belgique: 100 FB
Etranger: 200 FB

1977: UN TOURNANT POUR LA TURQUIE

ANKARA (Info-Türk) - Devant l'escalade de la terreur de droite, l'inflation corissante, le manque de stabilité économique et de sécurité sociale, le peuple de Turquie aspire maintenant aux élections générales prévues pour dans neuf mois et qui devraient lui donner un gouvernement démocratique fort, capable de résoudre des problèmes de plus en plus nombreux accumulés au cours de ces trois ans de crise gouvernementale et d'un gouvernement de coalition fasciste.

Le début de la campagne électorale est déjà ancien. Le signal de départ en fut une course, non seulement entre le principal parti d'opposition de Bülent Ecevit, le Parti républicain du peuple (CHP) et les partis au pouvoir, mais également à l'intérieur de la coalition de droite du premier ministre Süleyman Demirel. La conséquence de cette compétition prématurée fut d'amoindrir de plus en plus l'efficacité du gouvernement et sa capacité de traiter les nombreux problèmes de politique intérieure et extérieure auxquels la Turquie doit faire face.

Les quatre partis constituant la coalition de Demirel et allant des néo-fascistes aux pro-islamiques sont profondément divisés au sujet des questions principales. Chacun désire augmenter son soutien électoral en cherchant à entraîner le gouvernement vers des régions où chacun des partis trouverait très probablement le plus grand profit.

Comme le signale le "Financial Times", la structure-même du gouvernement conduit aussi à la confusion. Les leaders des trois partis, partenaires du Parti de la Justice (AP), favorable à l'entreprise privée, sont tous vice-premiers-ministres et ont des pouvoirs spéciaux dans des domaines importants, tels que l'économie ou la sécurité intérieure.

Demirel, pragmatiste représentant la grande bourgeoisie, désire maintenir les investissements industriels dans les limites imposées par les organismes économiques et financiers internationaux. Le Vice-premier ministre dont le Parti du salut national (MSP),

pro-islamique, est le deuxième en importance dans le gouvernement a dévoilé un programme "monumental" de développement. Ce programme comprend 383 projets industriels majeurs dont la possibilité de réalisation est sérieusement contestée par l'Organisation de Planning de l'Etat: la réalisation de chacun de ces projets demanderait d'importantes allocations budgétaires.

Comme beaucoup d'ordres d'exécution doivent être soumis à des décrets gouvernementaux et être signés par tous les ministres du Cabinet, même par des partenaires mineurs, tels que Turhan Feyzioglu, du Parti de la Confiance républicaine (CGP), anti-communiste et Alparslan Türkeş, ex-colonel, du Parti d'Action Nationale (MHP), néo-fasciste, peuvent refuser leurs signatures et les utiliser comme "carte de marchandage" avec Demirel. Erbakan les a utilisées abondamment.

Ecevit, dont le Parti républicain du peuple (CHP), social-démocrate, est le plus important du pays, exploite "ce gouvernement à quatre têtes"; il espère arriver seul au pouvoir en octobre prochain. "Le pays semble avoir été razziaé par des brigands" affirma-t-il récemment au cours d'une tournée dans les provinces.

Ecevit qui, après sa démission du poste de premier ministre le lendemain de l'occupation de Chypre par l'armée turque, avait mené campagne pour des élections anticipées, souhaite maintenant des élections à la date prévue par la Constitution (octobre 1977); il espère probablement pouvoir ainsi "donner à Demirel plus de corde pour se pendre". Mais, plus récemment, il a recherché une alliance avec Erbakan, espérant que celui-ci se séparerait de la coalition gouvernementale et qu'à eux deux ils pourraient arriver au pouvoir.

Le vote du budget, en mars, pourrait montrer qui, de Demirel ou Ecevit, conduira le pays aux élections générales en tant que premier ministre. Erbakan a aussi "flirté" avec Ecevit, mais il n'est pas certain qu'il envisage sérieusement une rupture avec Demirel; peut-être cherche-t-il seulement à exercer un chantage sur lui.

Quelles que soient les manœuvres pré-électorales, il y a maintenant deux grands partis en lice: le Parti de la Justice (AP) et le Parti républicain du Peuple (CHP), avec M. Demirel et M. Ecevit, chacun d'eux déterminé à arriver seul au pouvoir. Tous deux considèrent que le pays a besoin, pendant quatre ans au moins, d'une politique stable qui permette de prendre bien en main les problèmes économiques et sociaux. Tous deux connaissent les difficultés d'une collaboration avec le MSP en tant que partenaire d'une coalition.

Comme il n'y a pas de différence fondamentale entre le Parti de la Justice et le Parti républicain du Peuple au sujet de la politique extérieure, M. Ecevit base sa campagne électorale presque exclusivement sur les questions économiques.

Les opinions du CHP sur les questions intérieures et extérieures ont déjà été exposées dans le dernier bulletin de l'Agence Info-Türk (Voir: Bulletin de décembre 1976: "La gauche démocratique" turque adhérant à l'Internationale Socialiste)

Mais pour pouvoir comprendre la position du Parti républicain du Peuple dans la vie politique turque il est nécessaire de revoir son arrière-plan historique. C'est très important aussi parce que tous les partis politiques, excepté les formations socialistes, remontent à ce parti, le plus ancien de Turquie.

CHP: La Plus ancienne formation politique de Turquie:

Le Parti républicain du Peuple (CHP), la plus ancienne formation politique de Turquie, naquit au début de 1923 comme Parti du peuple (HF) sous la direction de Mustafa Kemal (Atatürk) à la suite de la fusion de deux organisations de résistance nationale au cours de la Guerre Nationale de Libération. Il devint le Parti républicain du Peuple (CHP) au moment de la proclamation de la République de Turquie.

Bien que toutes les classes et couches laborieuses de la population turque aient participé et combattu dans la guerre nationale de libération, seule l'alliance des grands propriétaires terriens et de la bourgeoisie urbaine naissante prit le contrôle de cette formation politique et exerça sa dictature jusqu'à la fin de la Deuxième Guerre Mondiale.

Le Parti communiste de Turquie (TKP) avait déjà été déclaré illégal bien avant la victoire de la guerre de libération et ses 15 chefs éminents avaient été assassinés les 28 et 29 janvier 1921.

Sans être gêné par aucune opposition politique, le CHP lança un programme économique, social et politique représentant les intérêts de la coalition des classes dominantes et reflétant le principe fasciste de "l'état qui rassemble les intérêts de toutes les classes". Le CHP alla même au delà de ce principe et proclama que "le peuple turc n'était rien d'autre qu'une masse qui ne reconnaissait ni classe ni privilège".

Derrière cette façade, les masses travailleuses démunies qui n'avaient aucun droit à la liberté et à la sécurité, à qui étaient refusées la liberté de pensée, d'opinion, d'expression, d'association, de même que toute liberté syndicale et droit de grève, étaient exploitées au maximum.

Autoritaire, tutélaire, encourageant l'intervention de l'état dans l'économie, le CHP a surtout été l'architecte du processus de création d'une bourgeoisie "nationale". De plus il était étroitement lié aux Forces armées et à la bureaucratie d'Etat. M.K. Atatürk, président de la république, président du CHP et commandant en chef des forces armées de Turquie, portait également le titre de "Führer éternel de la Nation". A sa mort en 1938, un autre général d'armée, Ismet İnönü, assumait les mêmes fonctions et fut également nommé "Führer national".

La politique économique étatiste mise en place par le CHP, particulièrement au lendemain de la crise économique mondiale de 1929, bien qu'efficace dans certains domaines, contribua davantage à la prospérité des entrepreneurs privés qu'à celles des paysans de l'Anatolie demeurant dans la misère. La plupart des réformes kémalistes se situèrent au niveau urbain. La domination du parti unique apporta l'alphabet latin et des objets de style occidental aux paysans pauvres qui avaient davantage besoin de travail et de terres à cultiver.

Les réformes superficielles de style occidental provoquèrent également certaines réactions de la part de l'aile conservatrice des propriétaires terriens et de la bourgeoisie commerçante et surtout de la part des milieux religieux. Représentant de ces réactions, le Parti républicain progressiste (CTP), formé en 1924 par les éléments conservateurs de la bourgeoisie, s'opposa au CHP pour une courte période. Suite à l'interdiction du CTP en 1925 accusé d'encourager des activités anti-républicaines, le CHP demeura le seul parti de Turquie jusqu'au 12 août 1930, date de la formation du parti libéral (SF). Celui-ci fut également éliminé après avoir survécu quelques mois. Et le régime du parti unique se maintint de 1930 à 1945.

Le CHP instaura sa politique des "Six Flèches" figurant sur l'emblème du parti qui représente "le républicanisme, le nationalisme, le populisme, le sécularisme, le réformisme et l'étatisme".

Passage à la démocratie à l'américaine

A la fin de la Deuxième Guerre Mondiale, et bien que la Turquie n'ait pas fait partie des nations combattantes, l'économie turque se trouvait dans une situation déplorable et la réaction des masses travailleuses atteignit son point culminant. D'autre part, la bourgeoisie commerçante et industrielle, qui avait bénéficié des possibilités du marché noir au cours de la guerre, espéraient une libéralisation de la politique économique et recherchaient la collaboration avec le capital étranger.

Ces réactions et ces aspirations nouvelles devaient s'exprimer par une formation politique autre que le CHP qui avait déjà perdu tout prestige aux yeux des masses. Le plus, le CHP lui-même avait besoin d'une assistance extérieure pour surmonter les difficultés financières et économiques, les USA imposaient les méthodes américaines de démocratie et leur contrôle militaire et économique en échange des "aides" bien connues. La condition essentielle de la démocratie à l'américaine était la création d'un parti d'alternative qui représenterait également les intérêts des classes dominantes.

Cette nouvelle formation politique, le Parti démocrate (DP) fut fondé en janvier 1945 par quatre "dissidents" du CHP. Dans l'atmosphère générale de libéralisation naquirent également deux partis socialistes, dans la foulée du DP, mais ils furent immédiatement éliminés par les autorités de la loi martiale. Le système bi-parti put ainsi être mis en place.

Les premières élections directes eurent lieu en Turquie en 1946, non sans irrégularités en faveur du parti dominant.

Les élections suivantes en 1950 furent désastreuses pour le CHP. Le nouveau parti était soutenue par des notables ruraux, la bourgeoisie urbaine avide d'économie libérale et avait aussi le soutien de masses manipulées par les milieux religieux. Lors des élections de 1954, le CHP ne put gagner que 31 sièges alors que le DP en gagnait 504. En 1957, le DP était en recul mais détenait encore 427 sièges; ceci, du fait du système de majorité électorale favorisant le plus grand parti.

Le coup de mai 1960 permit au CHP de retrouver une partie de son influence. Toutefois, le parti d'Inönü ne put obtenir la majorité absolue lors des élections de 1961 et fut contraint de former un gouvernement de coalition. A la suite de plusieurs ruptures au sein des gouvernements de coalition, à la veille des élections de 1965, certains leaders du CHP pensaient que l'organisation devait renouveler sa ligne politique et s'adapter aux conditions sociales et politiques d'une Turquie en expansion rapide. Face au renforcement constant du Parti Ouvrier de Turquie (TIP) récemment constitué, Bülent Ecevit lança alors la politique "d'ouverture au centre-gauche" encouragée par Inönü.

Débordé sur sa droite par le Parti de la Justice (AP) et sur sa gauche par le TIP, le CHP échoua une nouvelle fois aux élections de 1965. C'est alors que des membres de l'aile droite du CHP, hostiles à la politique d'Ecevit, quittèrent l'organisation en dépit des déclarations d'Ecevit assurant que: "la centre-gauche constitue un mur de protection contre le communisme et est approuvé même par les représentants des USA". Les dissidents formèrent alors le Parti de la Confiance (GP).

Aux élections de 1969, le slogan électoral du CHP "la terre appartient à ceux qui la travaillent" ne rencontra pas de véritable écho. L'AP l'emporta une nouvelle fois, en dépit de la popularité croissante de Bülent Ecevit, nouveau secrétaire général du CHP.

Vint en suite l'intervention militaire de 1971. Opposé à la nomination de Nihat Erim, l'un de ses adversaires politiques au CHP, comme premier ministre du gouvernement appuyé par les militaires et de l'appui du président Inönü, Ecevit se démit de ses fonctions de parti.

Lors de la Convention de mai 1972, il l'emporta sur Kemal Satır, candidat de l'aile droite au poste de secrétaire général. Considérant ce résultat comme un coup porté à son autorité, Inönü abandonna la présidence du parti et fut remplacé par Bülent Ecevit, conformément à la décision d'un congrès extraordinaire.

Suite à la démission d'Inönü, les perdants constituèrent un nouveau parti politique, le Parti républicain (CP).

Les élections de 1973 furent un succès pour le CHP. Sous l'étiquette social-démocrate, le parti obtint 33,3% des suffrages. Ne pouvant atteindre la majorité parlementaire absolue, le CHP forma un gouvernement de coalition avec le Parti du Salut National (MSP). Mais au lendemain de l'opération militaire de Chypre qui renforça la popularité du CHP, des désaccords surgirent entre Ecevit et le professeur Erbakan, président du MSP. Réclamant des élections anticipées, Ecevit démissionna de ses fonctions de premier ministre en septembre 1974.

La 23e Convention du parti qui s'est tenue du 27 au 30 novembre 1976, a réélu Ecevit à la présidence du CHP.

Les formations, opinions, programmes, dirigeants et positions actuelles d'autres partis politiques de Turquie seront exposés par l'Agence Info-Türk dans les prochains bulletins. (PT-PE-DG-ET-DP-20/1)

HOMMAGE A NAZIM HIKMET EN BELGIQUE

BRUXELLES (Info-Türk) - A l'occasion du 75e anniversaire de sa naissance, soirée d'hommage à Nazim Hikmet, poète du peuple de Turquie, est organisée par le Centre culturel des travailleurs de Turquie et le Comité FGTB/ABVV des travailleurs de Turquie sous le patronage de la FGTB Bruxelles - Hal - Vilvorde. Cette manifestation se déroulera avec la participation du Parti Socialiste belge et du Parti communiste belge ainsi que des organisations démocratiques et des personnalités belges et immigrées. (TIKM-DG-20/1)

LIVRES MIS A L'INDEX EN TURQUIE

ANKARA (Info-Türk) - A l'époque de la loi martiale (1971-1973), la teneur des comptes-rendus bibliographiques de Turquie paraissant dans la presse internationale était généralement la suivante:

Daily Telegraph, 29 janvier 1973:

"Quelques 137 publications de gauche vont être brûlées en Turquie, en application de la loi martiale. Parmi celles-ci figurent les oeuvres du regretté Nazim Hikmet, auteur communiste considéré comme le meilleur poète contemporain qu'ait produit la Turquie".

The Times, 21 février 1973:

"Onze éditeurs ont été jugés à Istanbul par un tribunal de la loi martiale; ils sont inculpés de la publication, la possession et la vente d'ouvrages en violation d'un ordre du commandement d'Istanbul de la loi martiale. Les ouvrages incriminés comprennent notamment des traductions en langue turque des "Raisins de la Colère" de Steinbeck, de "Pour qui sonne le glas" d'Hemingway et de "L'Age de Raison" de Jean-Paul Sartre."

Bien que cette période semblât révolue après les élections générales de 1973, la coalition gouvernementale de droite du "Front nationaliste" n'hésite pas à recourir aux mêmes méthodes contre toutes les publications considérées de "gauche".

Le mémorandum officiel du Ministère de l'Education nationale, no. 379-23642, a ordonné la retrait de certains livres des bibliothèques d'écoles primaires et secondaires. La censure frappe plusieurs auteurs turcs et des classiques de la littérature mondiale et n'épargne même pas Charles Dickens! Certaines oeuvres d'autres classiques tels que Cevat Fehmi Başkut, Sabahattin Ali, Nazim Hikmet, Orhan Kemal et Kemal Tahir sont mis à l'index, de même que certains romans de Yaşar Kemal, le grand conteur de légendes et d'Aziz Nesin, le célèbre humoriste turc dont l'oeuvre a été couronnée de prix internationaux. Rifat Ilgaz, Kemal Bilbaşar, Fakir Baykurt, Oktay Akbal, Mahmut Makal, Dursun Akçam sont eux aussi censurés. Parmi les auteurs étrangers, Gogol, Dostoïevsky, Sartre, Camus et Dickens sont jugés inconvenants pour les bibliothèques des enfants en Turquie.

Pour avoir pris cette décision, le Ministre de l'Education a été qualifié d'"ennemi de la culture" par l'Union des Ecrivains turcs".

Le professeur Türkkaya Ataöv de l'Université d'Ankara le critique comme suit:

"En réalité, l'index est contraire à la Constitution et en particulier à son article 20 aux termes duquel chacun jouit de la liberté de pensée et d'opinion qu'il peut exprimer sous toutes ses formes, verbale ou écrite, seul ou avec d'autres. Aux termes de l'article 21, chacun a le droit d'étudier et d'enseigner les sciences et les arts et de mener toute recherche à cet effet. Et l'article II stipule expressément que même la loi ne peut s'opposer au droit et à l'essence de la liberté même pour des raisons d'intérêt et de moralité publique et de sécurité nationale.

"Par conséquent, cette décision gouvernementale est anti-constitutionnelle. Chacun sait que nous sommes tous tenus de respecter la Constitution et qu'elle se situe au-dessus de toutes les lois, tous les décrets, décisions, mémorandums et ordres. De plus, l'ordre de saisir les oeuvres des auteurs dont 'les opinions sont connues' (comme il est dit dans le mémorandum du gouvernement) est contraire à notre code pénal. Cette expression même est illégale. Si la Cour (et elle seule) estime qu'une publication enfreint la loi, seule la publication en question peut être incriminée; le procédé ne peut en aucun cas être généralisé et appliqué à toutes les oeuvres de l'auteur. Cet ordre est, en soi, contraire à notre code pénal. Il faut rappeler ici qu'il n'y a aucune décision de la Cour concernant les publications qui figurent sur la liste du ministre.

"En pratique, une telle censure ne sert strictement à rien. Elle ne peut que couvrir ses auteurs de redecule aux yeux du monde entier. Qui peut être assez fou pour mettre Dickens à l'index sans en faire les frais? La mise à l'index est l'oeuvre d'un gouvernement de la bourgeoisie commerçante et industrielle alliée aux propriétaires féodaux. On a voulu justifier la raison d'être de la censure par la nécessité d'un retour à la 'culture nationale'. Le problème est de savoir si

les forces sociales qui soutiennent un tel gouvernement sont à même de porter un jugement objectif sur ce qu'est la culture nationale.

"La bourgeoisie française a, bien entendu, réussi à contribuer à l'évolution de la culture française. Mais cette même bourgeoisie avait mené une révolution impliquant la transformation fondamentale de la société. Nombreux sont ceux qui croient que la bourgeoisie de pays tels que la Turquie est incapable de conduire les sociétés sous-développées à l'industrialisation, qu'elle est condamnée à servir le capitalisme monopoliste international et que par conséquent on ne peut la considérer comme une bourgeoisie nationale. Et en fait, les publications officielles n'ont vraiment rien de 'national'. Dans le même ordre d'idées, certains films télévisés ont nettement donné l'impression de sortir en droite ligne des fichiers de la CIA.

"Pour la classe moyenne, le capitalisme est supposé être le dernier stade du développement. Mais le capitalisme aussi a ses contradictions internes qui débouchent sur des nouveaux problèmes que pose l'existence de la classe ouvrière sans laquelle l'ordre capitaliste ne peut fonctionner. Cette contradiction est inhérente dans les arts et la littérature tant comme dans la politique. Il est impossible d'arrêter cette tendance. Et ce n'est même pas à souhaiter! Ce sont ces réalités qui permettent nos écrivains, nos auteurs de théâtre, nos artistes et nos dessinateurs de créer une véritable culture nationale." (DN-DG-11/1)

DIMINUATION DES RECETTES DE DEVICES ETRANGERES PROVENANT DE LA MAIN D'OEUVRE TURQUE TRAVAILLANT A L'ETRANGER

ANKARA (Info-Türk) - Les recettes de devises étrangères provenant de la main-d'oeuvre turque employé à l'étranger, qui avaient contribué à équilibrer les paiements de la dette extérieure et grâce auxquelles la Turquie avait pu accumuler des réserves de devises pour un montant de 2 milliards de dollars au cours de ces dernières années, sont en baisse depuis deux ans.

Cette baisse s'est encore accentuée au cours des six premiers mois de 1976, provoquant le déficit de la valeur des réserves nettes de devises étrangères.

Il ressort des données ci-après, publiées dans le rapport annuel de l'OCDE pour 1976, que l'émigration ne peut plus être pour la Turquie le facteur décisif susceptible de résoudre le problème de plus en plus grave de l'emploi.

	POPULATION, EMPLOI, EMIGRATION (en milliers)					
	1967	1972	1973	1974	1975	1977 (plan)
Population (milieu d'année)	32750	37000	37800	38900	4000	42600
Population en âge de travail (15 ans et plus)	14173	15085	15374	15790	16200	16080
Emploi:	12733	13510	13810	14030	14000	14930
- Secteur agricole	9073	8760	8760	8700	8700	8600
- Secteur non agricole	3660	4750	5050	5330	5300	6330
dont: industrie	1545	1940	2095	2210	2170	2784
Chômage:	1440	1575	1564	1760	2200	1800
- Secteur agricole	910	850	840	800	800	700
- Secteur non agricole	530	725	724	960	1400	1100
Emigration de travailleurs	5	67	136	20	4	50
Total des travailleurs turcs à l'étranger	200	750	850	830	750	(1100)

ENVOIS DE FONDS DES TRAVAILLEURS EMIGRES (en millions de dollars)

	1965	1970	1972	1973	1974	1975
Exportations	464	588	855	1317	1532	1401
Importations	572	948	1563	2086	3777	4738
Balance commerciale	- 108	- 360	- 678	- 769	- 2245	- 3337
Service et transferts nets	10	180	640	1255	1516	1437
dont: Envois de fonds des travailleurs émigrés:	76	273	740	1183	1426	1312

Le gouvernement turc n'en continue pas moins à tenter de s'appuyer sur l'argent qu'envoient les travailleurs. Au cours de la Convention des Travailleurs qui s'est tenue le 12 novembre 1976, le premier ministre Demirel a déclaré que les travailleurs turcs étaient disposés à se déplacer n'importe où plutôt que de rester sans travail. Sur 2,5 millions de personnes sans travail, 2 millions ont demandé à aller travailler à l'étranger, a-t-il ajouté. "Le développement est le seul remède" a encore dit le premier ministre, "mais en attendant, nous devons travailler partout où il y a du travail. Si nous n'avions pas eu un déficit commercial de 3 milliards, les envois de fonds de tous les travailleurs reçus jusqu'ici auraient été investis dans la production."

Préoccupé par la baisse des recettes de devises étrangères provenant de la main-d'œuvre turque travaillant à l'étranger, le ministre du travail Şevket Kazan s'est rendu récemment en Allemagne, en Hollande et en Belgique; au lieu de chercher des solutions aux problèmes actuels des travailleurs de Turquie, il a tenté de les convaincre d'augmenter leurs envois de fonds en Turquie.

L'attitude de Kazan a suscité de violentes réactions de la part des travailleurs de Turquie en Europe qui ont protesté contre ces tentatives visant à accroître leur exploitation à l'étranger. (GM-TB-DG-DP-12/1)

L'OPPOSITION SOCIALISTE CRITIQUE LA POLITIQUE EXTERIEURE DE LA TURQUIE

ANKARA (Info-Türk) - Mme. Behice Boran, Présidente du Parti Ouvrier de Turquie (TIP) a analysé et critiqué la politique extérieure de la Turquie dans son allocution à la réunion des délégués des fédérations départementales du TIP tenue les 9-10 novembre 1976 à Ankara dans les termes suivantes:

"L'année dernière, lors de la conférence des délégués départementaux, j'avais souligné l'existence d'une contradiction fondamentale dans la politique extérieure de la Turquie. J'avais précisé que la Turquie étant donné sa structure sociale sous-développée, sinon en voie de développement et la guerre de libération nationale qu'elle a livrée, il y a 55 ans, aurait dû s'aligner sur les mêmes positions que les pays anti-impérialistes, progressistes du tiers-monde aspirant à une voie socialiste du développement. Or, il n'en est pas ainsi. La bourgeoisie turque, en vue de maintenir sa domination, fit un choix politique, et opta pour la dépendance vis-à-vis de l'impérialisme et surtout de l'Europe de l'Ouest à partir de 1963. C'est cette intégration à l'impérialisme qui engendre la contradiction fondamentale de la politique extérieure rendue nécessaire par la structure sociale de la Turquie et celle menée par la classe dominante, se dessine de plus en plus clairement. Aujourd'hui, la Turquie se trouve en désaccord, sinon en litige, avec les membres principaux du camp impérialiste dont elle fait partie. C'est le cas avec les Etats-Unis, c'est le cas avec la CEE. De même pour la Grèce, laquelle de surcroît est un pays voisin, et un allié au sein de l'OTAN.

"L'accord bilatéral signé avec les Etats-Unis n'est pas encore entériné par le Congrès américain, il n'est pas évident non plus qu'il le serait après les élections présidentielles. Malgré toute la propagande déclanchée autour de cet accord, lequel, prétendait-on, protégeait la souveraineté nationale, assurait la prise en main effective par les forces armées turques des bases militaires, on n'en laissait pas moins une certaine partie du territoire national au contrôle américain. Autrement dit, on reconnaît de nouveau des droits extra-territoriaux aux Etats-Unis. Le pouvoir de contrôle des forces armées turques et de la Turquie reste, par conséquent, dérisoire. Le soi-disant profit qu'on en ait tiré se réduit à un loyer annuel de 100 millions de dollars, or cette somme ne suffirait pas à satisfaire les besoins de financement du pays; de toute façon, quelle que soit la somme offerte, il est inadmissible de louer la moindre parcelle du territoire national, de faire le moindre sacrifice de la souveraineté nationale en échange d'une quelconque location. C'est le point principal.

*) Behice Boran, *Turquie et le Monde d'aujourd'hui*, Agence Info-Türk, Bruxelles, mars 1976.

"En outre, le code pénal actuel interdit strictement la moindre concession en la matière. Nous nous opposons à cet accord bilatéral ainsi qu'à tous les accords similaires. Nous demandons l'annulation de tous ces accords bilatéraux et la suppression des bases de l'OTAN. Nous exigeons que la Turquie quitte l'OTAN, le CENTO, la CEE, et l'Agence de l'énergie. Il est évident que les intérêts du pays nécessitent une telle politique.

"Comme les responsables l'avouent aussi, dans nos rapports avec la CEE, nous sommes arrivés à un point vital. Il existe un désaccord d'une part au sujet des concessions pour les produits agricoles, du protocole de transition lequel se trouve être incompatible avec l'objectif d'industrialisation du pays; d'autre part de la libre circulation des travailleurs turcs dans les pays de la CEE. A l'heure actuelle, une partie de la bourgeoisie, notamment la bourgeoisie industrielle, les idéologues bourgeois, les professeurs d'économie, et, ces derniers jours, même le ministre des affaires étrangères se sont mis à critiquer le protocole signé avec la CEE, lequel, disent-ils, défavorise l'industrialisation du pays. De surcroît, quelques industriels et professeurs d'économie soutiennent qu'il est inconcevable de devenir membre à titre égal de la CEE, et préconisent de refuser l'intégralité du protocole en cours et de chercher de nouvelles modalités dans nos rapports avec la CEE. Le Ministre des Affaires étrangères, Çağlayangil, admet, lui aussi, l'incompatibilité de ce protocole avec les objectifs d'industrialisation, et essaie d'expliquer cette situation par la modification des conditions générales depuis 1963. Or, cela n'en est guère la raison. En 1963, le lendemain même de la signature de l'accord d'Ankara, le Parti Ouvrier de Turquie (TIP) de l'époque s'y était opposé. Les raisons que la TIP avançait à l'époque, n'étaient guère différentes de celles citées aujourd'hui. Le TIP affirmait que cet accord rendrait la Turquie encore plus dépendante qu'il freinerait le développement de l'industrie nationale, et de surcroît qu'il provoquerait la désagrégation de l'industrie existante. Par la suite, de 1965 jusqu'en 1969, période durant laquelle le TIP constituait un group parlementaire, un représentant du parti continua sans arrêt à défendre ces mêmes thèses à la commission parlementaire mixte formée pour étudier le problème des rapports entre la Turquie et la CEE. Donc, à l'heure actuelle, on ne se rend compte que d'une vérité déjà révélée. Le choix en question de la bourgeoisie et de son pouvoir n'était pas économique, mais politique. Et ce choix politique garde toujours son actualité. Une partie de la bourgeoisie, et notamment la bourgeoisie industrielle, manifeste une opposition violente, mais son acharnement ne va pas plus loin qu'une objection sévère visant le protocole; les rapports avec la CEE, et l'accord fondamental ne sont guère mis en cause. La bourgeoisie industrielle ne pense qu'à intégrer la Turquie dans la CEE sous d'autres conditions. La CEE pour sa part ne le veut pas moins. Depuis au moins une année, de hauts personnages de la CEE disent ouvertement et clairement que la Turquie devrait cesser d'insister à propos des concessions agricoles, de discuter les listes dites de libération, et de marchander les tarifs douaniers. Les responsables de la CEE affirment avec franchise que la satisfaction de toutes ces demandes de la bourgeoisie turque ne suffirait à changer la situation. Les exportations augmenteraient un peu, il ne faudrait pas s'attendre à d'autres résultats miraculeux. Car l'économie turque est arriérée, il faudrait y remédier. La bourgeoisie turque et son pouvoir devraient consentir à l'introduction en Turquie du capital des pays de la CEE; la seule solution au problème de l'industrialisation de la Turquie est d'offrir à ce capital les mêmes facilités et libertés d'investissement que dans lesdits pays. D'ailleurs cette grande bourgeoisie turque qui s'oppose au protocole et aux rapports actuels, au fond, n'exprime pas un voeu différent. Elle désire ouvertement l'introduction en Turquie du capital étranger. La Fondation du Développement créée par la grande bourgeoisie vient de préparer un rapport sur cette question, où on défend la nécessité du recours au capital étranger pour trois usages spécifiques.

"Premièrement pour les investissements d'infrastructure, comme les aéroports, les ports, les barrages, les ponts. Ces investissements seraient trop coûteux pour la bourgeoisie turque.

"Deuxièmement pour le tourisme: L'activité du tourisme ne consiste pas seulement à construire les établissements et à financer par la suite leur gestion; le tourisme exige une connaissance spécifique et spécialisée en vue d'assurer une bonne gestion;

Or cette gestion qualifiée peut être fournie par l'apport du capital étranger.

"Troisièmement, pour les investissements assurant le transfert de la technologie avancée. Une fois le transfert de la technologie avancée, autrement dit les industries de pointe laissés au capital étranger, l'économie nationale passerait de ce capital étranger, du moins resterait sous son influence.

"Cependant, il faudrait souligner une caractéristique fondamentale de la bourgeoisie turque qui la distingue de celle de certains autres pays sous-développés: elle n'accepte pas l'introduction en Turquie du capital étranger de la façon précise dont elle s'était effectuée dans les pays colonisés, ou au Brésil et en Corée. La bourgeoisie turque ne désire pas que le capital étranger vienne, fonde ses établissements indépendants, transfère sa technologie, et exporte ses produits. Elle ne veut pas se contenter d'une telle présence souveraine du capital étranger, elle aspire à se faire son associée. Tout le différend qui l'oppose à la CEE découle du refus de cette dernière. La bourgeoisie turque consent à abandonner certains secteurs à l'influence prépondérante du capital étranger; par contre, elle exige que le contrôle exclusif de certains secteurs lui revienne, d'autre part elle propose la collaboration dans d'autres secteurs. Il en résulte que la bourgeoisie turque aspire à l'industrialisation du pays, mais comme elle ne peut pas la réaliser par ses propres moyens, elle souhaite la faire en collaborant avec le capital étranger, et souhaite devenir son associée.

"A l'heure actuelle, le TIP soutient les objections, les critiques, la demande de modification du protocole en faveur de la Turquie, la proposition d'annuler le protocole en vue d'aboutir à une nouvelle formule, en fin de compte toutes les prises de position contre la CEE, comme il l'avait fait dans le passé. Le TIP avait défendu les intérêts de l'industrie nationale, même quand la bourgeoisie n'était pas consciente de la portée de l'affaire. Seulement, lorsque nous nous déclarons solidaires des revendications envers la CEE de la bourgeoisie turque, nous n'oublions pas, même pas pour un instant que la bourgeoisie n'est pas, au fond, contre la CEE et le capital étranger. Elle ne s'oppose pas en réalité à la mainmise de l'impérialisme. Cette bourgeoisie qui paraît défendre l'industrie nationale avec une telle conviction, n'est ni "nationale" ni "libérale, tolérant la gauche". Cela est vrai, même si une certaine partie de la bourgeoisie se montre dernièrement de plus en plus favorable au CHP (Parti républicain du peuple). Car le concept de la bourgeoisie nationale reste un concept scientifique, il serait sot de définir la bourgeoisie nationale comme une classe sociale qui éprouve des sentiments nationaux. La bourgeoisie nationale est inéluctablement une bourgeoisie industrielle. En tant que telle, elle aspire à monopoliser le marché national et, par conséquent, s'oppose à la pénétration du capital étranger. En somme, elle combat le capital étranger et l'impérialisme. Une telle bourgeoisie n'existe pas en Turquie!" (ÇB-TA-3/1)

ABONNEZ-VOUS AU BULLETIN INFO-TÜRK

Abonnement annuel:
 BELGIQUE 100 FB
 ETRANGER 200 FB

Nom, prénom:

Adresse:

Virement: COODIFF s.c. - Compte: 001-0414791-95 -BRUXELLES

Après avoir viré le prix d'abonnement, découpez le bon ci-dessus et envoyez-le au:

AGENCE INFO-TÜRK - Coodiff s.c.
 561 Chaussée de Ninove - 1080 Bruxelles - Belgique